

Après la grève, 380 postes toujours menacés

Cette grève qui vient de se terminer dans la douleur et la colère, le SNJ ne l'a pas souhaitée. Initiée trop tôt, ignorant l'essentiel, elle était vouée à l'échec. Mais jamais nous nous réjouissons de l'amertume des grévistes qui y ont cru et se sont battus.

Le jour d'après, ce sont les tensions entre grévistes et non-grévistes dans certaines chaînes où il faudra retisser les liens. Le jour d'après, c'est l'inquiétude de beaucoup qui craignent de voir les audiences s'effondrer au prochain Médiamétrie. Le jour d'après, c'est l'incompréhension dans le réseau Bleu qui s'est senti "trahi par Paris" sur la syndication notamment. Et c'est la stupéfaction devant certaines révélations de la Cour des comptes et devant l'absence de contrôle du chantier de réhabilitation.

Mais le jour d'après, c'est aussi une médiation - qui est à porter à l'actif de cette grève - et qui peut être une opportunité à saisir.

Vendredi 17 avril, a eu lieu la première réunion avec le médiateur pour la seconde partie de sa mission, telle que décrite par Fleur Pellerin : *« accompagner sur la durée de négociation du COM, un dialogue sur le plan stratégique de Radio France permettant notamment un partage du diagnostic et un travail sur la méthode. Ce projet devra intégrer [...] notamment la politique musicale, les mesures de retour à l'équilibre et le chantier de modernisation sociale. »*

Cette première réunion n'a pas été très rassurante quant à la portée réelle de la médiation. Le médiateur semble vouloir se concentrer sur les métiers concernés par les préavis de la grève qui vient de s'achever, alors que les 380 suppressions de postes annoncées toucheront tous les services et donc les rédactions. Inacceptable en l'état, le SNJ l'a dit.

Tout aussi inacceptable, le brouillard qui persiste après 28 jours de conflit : quel projet pour Radio France ? Quel soutien de la Tutelle ? Cette incertitude ne pourra pas durer. Nous restons mobilisés, dans le cadre de la médiation et en dehors. Des actions autres que la grève sont possibles.

Paris, le 21 avril 2015